

Les questions liées au temps doivent être prises en compte lors de la construction de la stratégie d'action, surtout parce qu'il est nécessaire d'appuyer l'action judiciaire par une mobilisation dont la durée devra être appropriée.

Les procédures rapides

Les délais pour obtenir une décision de justice peuvent s'avérer très longs. Dans certaines situations cependant, il est possible de bénéficier de procédures dites rapides, comme les procédures en référé. A l'inverse, en cas d'inculpation (lors de la réalisation d'une action collective par exemple) le Procureur peut également décider d'agir rapidement et demander la comparution immédiate de l'inculpé ou lui proposer de « plaider coupable ».

Le référé permet d'obtenir d'un juge une décision provisoire en attendant que le tribunal saisi ne se prononce sur l'ensemble de l'affaire. Il existe deux types de référés, utiles à connaître dans le cadre d'une lutte collective :

- Le ***référé administratif*** permet d'obtenir rapidement d'un tribunal administratif, soit qu'il suspende une décision de l'administration, soit qu'il lui ordonne de prendre certaines mesures. Les mesures décidées ne sont que provisoires, en attendant que la juridiction administrative rende son jugement.
- Le ***référé judiciaire*** permet d'obtenir rapidement d'un tribunal la cessation d'une situation contraire à la loi et, sous certaines conditions et à titre provisoire, le règlement d'une difficulté, la constitution ou la conservation d'une preuve, la réparation d'un préjudice.

Il permet notamment d'obtenir la cessation d'un comportement susceptible de causer un dommage entraînant une situation que l'on pourra ensuite difficilement changer (démarrage de travaux non consentis par un propriétaire chez un locataire, ...) Pour cela, il est nécessaire de démontrer que : l'on a un intérêt direct ; il y a urgence ; le dommage entraîne ou risque d'entraîner une situation difficilement réversible.

Les respects des délais

Certaines formalités juridiques ou actes de procédures doivent être accomplis dans des **délais précis**. Ceux-ci sont **généralement fixés par la loi ou le juge**. Le juge **inscrit** ces délais directement **dans le jugement**.

Le non-respect des délais peut avoir différentes conséquences : soit la **prescription** (acquisition d'un droit ou libération d'une obligation au bout du laps de temps prévu), soit la **forclusion** ou **déchéance** (perte d'un droit qui n'a pas été exercé en temps utile, par exemple expiration du délai pour faire appel d'une décision). Les délais peuvent être indiqués en années, en mois, en jours ou même d'heure en heure. Ils peuvent, dans certains cas, être l'objet d'une suspension (ex. : introduction d'un recours devant un autre tribunal).

La conciliation

Dans ce cas, il est nécessaire d'avoir un avocat. La partie adverse et moi sommes convoqués, par une simple lettre du greffe, à nous présenter aux jour et heure fixés par le juge.

- 1* **Nous trouvons un accord**, il est écrit dans un procès-verbal. Si nous le signons, il a valeur de jugement. Il faut alors le respecter.
- 2* **L'autre partie et moi ne parvenons pas à nous entendre** devant le juge ou l'un de nous ne s'est pas présenté devant le juge de Paix. Dans ce cas, aucune mesure ne pourra être prise contre moi. Si l'autre partie veut continuer, il doit introduire une procédure pour obtenir un jugement.

La partie adverse n'est pas obligée de m'appeler en conciliation, il peut directement faire une requête.

J'ai toujours intérêt à me présenter en conciliation : je montre ainsi ma bonne volonté au juge. Si cela ne réussit pas, le juge ne pourra pas m'en tenir rigueur.

La requête

C'est une manière d'introduire une demande dans certains domaines devant le tribunal (par exemple pour les problèmes de logement). Cela coûte moins cher et c'est plus simple que la citation. Un avocat n'est pas indispensable mais peut être utile.

Je me présente en confiance au tribunal. Le juge est là pour m'écouter et pour trouver la meilleure solution possible à mes problèmes. J'ai intérêt à être présente pour défendre mes arguments.

Je prépare clairement ma défense. Par exemple, je peux prévoir une proposition d'étalement de la dette selon ce que je pourrai payer en plus de mon loyer. Je peux en parler avec un travailleur social qui connaît ma situation.

Si j'ai du mal à m'exprimer, j'ai intérêt à me faire accompagner par quelqu'un de la famille. Certains juges acceptent que je sois accompagné d'une personne compétente.

Je peux aussi écrire à l'avance ce que je dois dire par quelqu'un qui s'y connaît. Au besoin, je peux avoir recours à un avocat

J'ai intérêt à me présenter lorsque je suis convoqué par le tribunal. Sinon, je risque d'être condamné par défaut. Si je suis empêché pour un motif sérieux de me rendre à la convocation du Juge de Paix (*ex. Hospitalisation*), je dois le prévenir afin de demander le report d'audience et ainsi éviter d'être condamné par défaut.

La « **requête unilatérale** » : En droit civil, dans une **situation très urgente** ou très tendue, il faut pouvoir surprendre son adversaire en agissant très rapidement, et ce afin d'obtenir une « mesure provisoire ». On procèdera à une requête unilatérale. Il s'agit d'une demande écrite adressée au juge (le président du tribunal) sans que l'adversaire soit averti et convoqué.

Comme il s'agit d'une démarche exceptionnelle et pouvant être lourde de conséquences, la loi prévoit que la requête doit être signée et déposée seulement par un avocat.

La citation

Dans ce cas, je fais appel à un huissier de justice qui portera une convocation officielle à l'autre partie. Cela coûte plus cher car je dois payer cette somme.

Il est souhaitable d'avoir recours à un avocat si l'autre partie a fait appel à un avocat pour établir une citation. C'est celui qui introduit la demande qui avance l'argent. Mais en fin de compte si je suis condamné, c'est moi qui devrai payer les frais de procédure.

La comparution volontaire

Je me présente volontairement devant le Juge de Paix pour lui expliquer ma situation et lui donner mon avis.

Assignation à comparaître

L'huissier, par un acte officiel appeler « exploit » convoque la personne devant le tribunal, soit à la demande du Procureur du Roi au pénal, soit par une citation contenant une assignation à comparaître, par la partie qui mène l'action en justice au civil.

Exécution d'une décision de justice

La signification de la décision

Il s'agit d'une communication officielle à la personne concernée. Elle aura 30 jours à daté de la signification pour faire opposition ou appel au civil, et 15 jours au pénal.

Si pas la personne assignée ne s'exécute pas volontairement, le demandeur pourra envisager une exécution de force, faisant saisir et vendre les biens de la personne, en cas d'une demande d'indemnisation.

1* Exploit de citation à comparaître

On donne « **assignation** » à l'adversaire de comparaître devant le tribunal au jour et heure fixés, pour y exposer sa défense à l'égard des réclamations et griefs invoqués contre lui.

Une requête contradictoire est adressée par le demandeur ou par son avocat au greffe du tribunal qui à son tour réalise une « **notification** » à la partie défenderesse et la convoque à l'audience au moyen d'un « **pli judiciaire** » envoyer par recommandé postal.

Si les deux parties se présentent ensemble devant le juge pour lui demander de trancher une situation, le greffier dressera un procès-verbal de comparution volontaire, qui résume les principaux éléments du litige et sera signé par les parties, le juge et le greffier.

2* Instruction du litige

Les parties se sont présentées, elles prennent le temps de préparer leur défense respective. Elles se communiquent tous les éléments qu'elles souhaitent produire devant le juge (*pièces, éléments de preuve, etc.*) et échangent des écrits (*conclusions*) qui contiennent les arguments de chacun. Cette préparation s'appelle la « **mise en état** » d'être plaidée.

Le greffier fixera l'affaire à une date d'audience précise, soit à la demande des deux parties, soit par « requête » à l'une des parties.

Si l'une des parties ne collabore pas spontanément à la « mise en état », la partie demanderesse dispose de moyens pour fixer un « calendrier de procédure » qui s'imposera à tous et qu'il faudra respecter jusqu'au jour de l'audience.

3* Décision

Le juge se prononce en fonction des éléments qu'il recevra pour constituer son dossier. Il peut demander « **des mesures d'instruction** » (*enquêtes-auditions de témoin*), des expertises, des comparutions personnelles des parties (*sans leurs avocats*), des descentes sur les lieux, ...

4* La clôture des débats

Lorsque l'instruction de l'affaire est complète et que les parties ont exposés oralement leur point de vue lors de « **l'audience de plaidoiries** » le juge prononce la clôture des débats et délibère (*moment de réflexion*). C'est au terme de cette réflexion qu'il prononcera son « **jugement** » ou « **ordonnance** ».

Litige entre X et Y

X ou son représentant légal (avocat) introduit une instance en justice. Il est demandeur.

Le demandeur demande au huissier d'assigner Y. Y devient le défendeur.

Assignation par exploit d'un huissier

- original au demandeur
- original déposé au tribunal
- copie au défendeur

Réception par Y de la sommation à comparaître devant le tribunal compétent (jour et heure).

Le défendeur ou son représentant (avocat) comparaît-il à l'audience ?

Non

- Audience
- Conclusions et plaidoirie du demandeur
- Jugement rendu par défaut

Signification du jugement par huissier de justice

Le défendeur fait-il opposition par exploit d'huissier ?

Non

Exécution de la décision

Oui

L'affaire revient devant le tribunal

Oui

- Audience
- Conclusions et plaidoirie du demandeur
- Conclusions et plaidoirie du défendeur
- Jugement rendu contradictoirement

Signification du jugement par huissier de justice

Exécution de la décision, sauf si les parties interjettent appel dans le mois.